

Plaidoyer pour une économie inclusive

Quand la Première ministre islandaise repense l'économie sous l'angle de l'égalité femmes-hommes

Katrín Jakobsdóttir

PHOTOGRAPHIE MISE GRACEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR LE BUREAU DE LA PREMIÈRE MINISTRE DE L'ISLANDE



ALORS QUE LES DIRIGEANTS jugent de moins en moins la réussite économique uniquement en fonction du PIB et retiennent aussi des critères de bien-être, la demande de politiques progressistes favorables à la justice sociale s'accroît. C'est la raison pour laquelle de nombreux dirigeants se penchent sur le cas de l'Islande, dont l'économie se porte relativement bien et qui a fait de l'égalité entre les sexes l'un des enjeux majeurs de ses politiques intérieure et étrangère.

La campagne islandaise en faveur de l'égalité a dû s'appuyer sur des mesures gouvernementales pour libérer les femmes des structures sociales qui les empêchaient de progresser depuis des siècles. La législation, par exemple, a évolué et garantit la liberté des femmes en matière de sexualité et de procréation, et les entreprises doivent respecter des règles et des quotas stricts en matière d'égalité et de parité.

Mais des politiques extrêmement coûteuses, d'un point de vue économique classique, ont aussi été nécessaires. Et ce coût continue de dissuader bon nombre de pays. Les politiques en question

concernent essentiellement l'accès universel aux services de garde d'enfants et le congé parental partagé. Correctement mises en œuvre, ces politiques peuvent changer la donne, voire les règles du jeu, dans la sphère publique comme dans la sphère privée. Pourquoi ? Parce qu'elles permettent aux femmes de participer à la vie active et à la prise de décision publique, et aux hommes de prendre leur part des responsabilités familiales. Pourtant, ces politiques n'ont pas obtenu partout le soutien qu'elles méritent et beaucoup considèrent qu'elles conduisent à dilapider l'argent public.

Il y a 50 ans, Robert Kennedy déclarait à juste titre que le PIB mesurait tout, sauf ce qui faisait que la vie valait la peine d'être vécue. L'économie demeure néanmoins centrée sur ce qui est mesurable et distingue deux types de coûts pour l'État : les dépenses et les investissements. En vertu de ce dualisme, l'argent dépensé pour les infrastructures physiques constitue un investissement, digne donc de bénéficier de financements publics. En revanche, les infrastructures sociales correspondent à des dépenses, ou des frais de fonctionnement, dans lesquels il faut tailler si possible en priorité. Or ce sont aussi des structures qui nous accompagnent de la naissance, et même avant, jusqu'à la mort, et créent les conditions pour que la vie vaille la peine d'être vécue.

Il est intéressant de noter que les infrastructures physiques (routes, tunnels, immeubles, etc.) sont souvent très liées à l'emploi masculin, les femmes étant beaucoup plus susceptibles de travailler dans des services relevant des infrastructures sociales, comme l'éducation, l'accueil des enfants, les soins, etc. En se concentrant exclusivement sur les infrastructures physiques au détriment des infrastructures sociales, les économistes et les décideurs politiques font fi d'une évidence : nos sociétés ont besoin des deux pour prospérer et se développer. À quoi sert un bâtiment scolaire sans un enseignement de qualité pour tous ? À quoi sert un hôpital sans personnel soignant ? Et à quoi bon construire des routes et des tunnels si l'analphabétisme empêche toute mobilité sociale ?

Dans cette conception étroite du monde, il est logique de penser que l'accès universel à un système de garde et le congé parental sont plus un luxe qu'une nécessité pour garantir la réussite économique. Or ils font partie intégrante de l'édification d'une société permettant l'épanouissement individuel. S'il y a une chose que les personnes du XXI^e siècle (le siècle de la libération des homosexuels et des femmes, pour n'en citer que deux aspects) devraient savoir mieux que celles du siècle précédent, c'est que libérer les individus des normes et des structures sociales préconçues a des effets positifs.

Il existe une différence frappante entre les taux d'activité des femmes des pays proposant des services de garde abordables et ceux des pays où les femmes doivent choisir entre carrière et famille. Quand les coûts de garde sont élevés, les mères de milieu modeste ne peuvent pas se permettre de travailler. Certes, une évolution culturelle permettrait peut-être d'abandonner le modèle traditionnel où l'homme assure la subsistance de la famille. Mais les écarts salariaux continueront de pousser les hommes à aller travailler et les femmes à rester à la maison. Tant que nos sociétés seront structurées de telle sorte que les femmes doivent interrompre longtemps leur carrière pour s'occuper de leur famille, les écarts de salaire perdureront.

Au cours des dernières décennies, les pays nordiques ont instauré des systèmes offrant à tous (y compris aux parents de même sexe et aux parents adoptifs) un droit au congé parental qui est perdu s'il n'est pas utilisé. Le modèle islandais, cofinancé par l'État et les entreprises, propose un congé de trois mois à chaque parent et trois mois supplémentaires à partager entre les parents comme ils le souhaitent. Mon gouvernement étendra la durée de ce droit, dans le cadre d'un effort plus global pour combler l'intervalle entre le congé parental et l'accueil de jour des enfants de deux ans dans des structures de qualité à financement public (cette période étant aujourd'hui essentiellement couverte par des services d'assistance maternelle subventionnés).

De même que l'accès universel aux services de garde d'enfants, le modèle actuel du congé parental, mis en œuvre progressivement à partir de l'an 2000, a transformé la société islandaise tout en stimulant l'économie. Un changement de mentalité s'est opéré : désormais, les familles considèrent que les devoirs et les soins parentaux échoient aux deux parents, à parts égales. Les pères ont tissé de meilleures relations avec leurs enfants et

l'excuse habituellement servie pour ne pas recruter de femmes ou pour bloquer leur avancement, à savoir « elles vont (toutes !) s'arrêter de travailler », ne tient plus la route. En ce qui me concerne, je ne serais pas à la fois Première ministre et mère de trois merveilleux garçons si mon pays n'avait pas adopté certaines politiques familiales.

L'Islande aurait-elle trouvé la martingale pour que chacun bénéficie des mêmes droits et des mêmes chances ? Malheureusement non. L'écart salarial subsiste et les emplois généralement occupés par des femmes sont toujours sous-valorisés et sous-payés sur un marché du travail qui pratique encore bien trop la ségrégation des sexes. Nous ne sommes pas parvenus à éradiquer la violence et le harcèlement, et nos enfants subissent les stéréotypes sexistes comme partout ailleurs dans le monde. Mais nous avons progressé. Le taux d'activité est d'environ 80 % chez les femmes, soit un peu inférieur au taux masculin (87 %) mais à peu près égal au taux d'activité moyen des hommes dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La très forte participation de tous les sexes au marché du travail est une des principales caractéristiques de l'économie islandaise, qui affiche un taux de chômage remarquablement bas, de seulement 2,9 %.

Nous devons inclure et émanciper le plus grand nombre de personnes, plutôt que quelques heureux élus, non seulement au nom de la justice sociale, mais aussi pour l'économie. C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles l'Islande participe aujourd'hui au groupe Wellbeing Economy Governments, qui travaille à améliorer la viabilité et le bien-être pour tous, dans le contexte des objectifs de développement durable des Nations Unies.

L'égalité femmes-hommes est un volet important de ce programme et elle n'a rien d'automatique. Elle nécessite une vision idéologique, un combat politique et une action de la part des pouvoirs publics, des entreprises et des groupes sociaux. La libération des femmes et des minorités reste l'une des tâches urgentes de la politique actuelle. Nous devons avancer en nous appuyant sur des politiques économiques progressives qui défient les stéréotypes habituels concernant les coûts et les avantages, et continuer de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans le cadre d'un programme de justice sociale tourné vers l'avenir. Notre génération sera jugée sur son efficacité dans ce domaine. **FD**

KATRÍN JAKOBSDÓTTIR est la Première ministre de l'Islande.